

**GOVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT**

DOCUMENT DE PROJET SIMPLIFIE

Numéro du Projet : 00047698

Titre du Projet : Amélioration de la gouvernance et de la lutte contre la corruption

Secteur d'intervention : Gouvernance démocratique

Durée et date estimative de démarrage : 3 ans – Démarrage janvier 2008

Agence d'Exécution NEX : Commissariat au Développement Institutionnel/Ministre du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat

Contribution du PNUD: US \$ 50.000

DGTTTF Espagne : US \$ 1.450.000

Contribution du gouvernement :

Ressources TRAC: US\$ 50.000

DGTTTF Espagne : 1.450.000

-Gouvernement :  
Autres partenaires :

**Total: US \$ 1.500.00**

**Description succincte :**

**Brève description**

Le présent projet vise à améliorer la Gouvernance au Mali et à lutter contre la corruption en vue de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) notamment à travers l'implication de toutes les forces et ressources nationales : Gouvernement (aux niveaux central et local), Parlement, Société Civile, Secteur Privé, etc.

Au nom de

Signature

Date

Nom/Titre

Gouvernement du Mali:



11 FEV 2008

Toni B.S. - DCE

Agence d'exécution:



18 FEV 2008

Dusmane D. Siobbe  
Commissaire

PNUD :

21/2/08



Joseph B. - Catara

## I. Analyse de la situation

### I. a) Contexte

Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté 2002-2006 (CSLP I) et CSLP II (CSCR) 2007-2011, reposent sur la vision contenue dans l'Etude Nationale Prospective Mali 2025. Bâtie autour des aspirations des maliennes et des maliens, cette vision consensuelle sur le devenir du Mali à l'horizon 2025 exprime le souhait de la majorité de la population malienne, en particulier les pauvres et autres groupes vulnérables, à savoir : « *une nation unie sur un socle culturel diversifié et réhabilité, une organisation politique et institutionnelle démocratique, garante du développement et de la paix sociale, une économie forte, diversifiée et ouverte, une baisse de la pauvreté et des progrès sociaux touchant toutes les régions et toutes les catégories de la population* ». Sur la base de cette vision volontariste, le CSCR (Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté) dans sa démarche stratégique, invite à une attitude proactive (consistant à provoquer les événements et non les subir) et à la mobilisation des esprits et des énergies en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Une telle démarche se situe en fait dans le prolongement des engagements internationaux pris dans différents sommets mondiaux particulièrement les Objectifs du millénaire pour le Développement à l'horizon 2015.

Le CSCR vise globalement à promouvoir une croissance redistributive et une réduction de la pauvreté par la relance des secteurs productifs et la consolidation des réformes du secteur public.

Dans le cadre de la réalisation de cet objectif, le Gouvernement a adopté en juillet 2003 le Programme de Développement Institutionnel (PDI) afin de restaurer l'autorité et la crédibilité de l'Etat. Du reste le « développement institutionnel et la gouvernance » était déjà retenu comme un des axes prioritaires d'impulsion du développement national au niveau du CSLP I. C'est dans ce même ordre d'idées que le 1<sup>er</sup> septembre 2004, le Gouvernement a adopté un premier plan opérationnel de mise en œuvre (PO 2005 –2007) du PDI, révisé en 2006 pour couvrir la période 2006-2009 à la suite de la Consultation sectorielle organisée en juin 2006 sur le Développement institutionnel et le renforcement des capacités. Le Mali a par ailleurs adhéré en mars 2003 au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), dont l'adhésion est volontaire pour les Etats membres de l'Union Africaine et a signé en juin 2007 avec le forum du MAEP, le Protocole d'accord relatif aux missions de revues techniques et aux visites d'évaluation. La signature de cet accord marque ainsi, le lancement du processus d'évaluation MAEP au Mali. Le Mali assure également depuis avril 2005 pour deux ans, la Présidence de la Communauté des Démocraties (CD), coalition internationale de plus de 120 pays démocratiques et organisations internationales oeuvrant pour la promotion des principes et valeurs démocratiques, l'Etat de droit et la bonne gouvernance démocratique aux plans national, régional et international.

Le Mali est reconnu de par le monde pour ses avancées dans les domaines de la démocratisation et la consolidation de l'Etat de droit et est souvent cité en exemple. Tout en reconnaissant ces efforts, les Autorités nationales sont conscientes des faiblesses et lacunes susceptibles de miner ces avancées notamment dans le domaine de la gouvernance en particulier le phénomène de la corruption. Ce phénomène commence à prendre des dimensions préoccupantes à telle enseigne que :

-Dans son Rapport annuel 2006, le Vérificateur Général parmi ses constats note qu'il est « préoccupant » que les pertes financières encourues par l'Etat entre 2002 et 2006 représentent « près de 103 milliards F CFA contre 15 milliards en 2004-2005 ». Il ajoute qu'il s'agit là d'un « manque à gagner pour le Trésor Public, causé par les libertés prises avec les normes et les règles de la Comptabilité publique »,

- le Rapport 2006 de Transparency International classe le Mali au 99 rang en 2006 avec un Indice de la perception de la corruption (IPC) de 2,8 contre 88 en 2005 avec un IPC de 2,9. Plusieurs études et réflexions ont déjà mis en évidence l'impact négatif du phénomène de la corruption sur le développement et sur les efforts de lutte contre la pauvreté. C'est donc dans l'optique d'aider à réduire voire juguler ce phénomène que le Gouvernement :

- a engagé une vaste réforme et une modernisation de la gestion des Finances Publiques (PAGAMFP)- y compris la relecture du Code des marchés publics,
- procède à la réorganisation et au renforcement des capacités des structures de contrôle,
- Dans le cadre des actions de convergence de l'Union Economique Ouest Africaine (UEMOA), il est prévu la mise en place d'une Cour des Comptes. En attendant de créer les conditions constitutionnelles à cet effet, le Gouvernement envisage dans le cadre du PAGAMFP de renforcer les effectifs/moyens de la Section des Comptes (relevant de la Cour Suprême) et de doter les Conseillers de la Section des Comptes d'un statut spécifique.
- a mis en place depuis 2004, un Bureau du Vérificateur Général avec des moyens adéquats, chargé entre autres d'assurer le contrôle de performance et de qualité des services et organismes publics( *en particulier des programmes et projets de développement*), de contrôler de régularité et la sincérité des opérations de recettes et de dépenses effectuées par « *les administrations d'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou tout autre organisme bénéficiant du concours financier de l'Etat* », de proposer aux autorités publiques des mesures et des actions propres à améliorer le fonctionnement « *des organismes et structures publics* »,

Ainsi en recevant le Rapport 2006 du Vérificateur général, le Chef de l'Etat a recommandé la tenue des Etats généraux sur la corruption au Mali. De même, le PDI a engagé des diagnostics au niveau des services publics sur les questions d'éthique et de déontologie propose d'adresser à travers des diagnostics et la préparation de codes de déontologie et la mise en œuvre des mesures édictées.

## **I. b) Problème à résoudre**

Dans ce contexte, le problème de fond à résoudre est d'aider le Mali à améliorer l'état de la gouvernance notamment en appuyant ses initiatives et efforts dans quatre directions :

- 1- la lutte contre la corruption
- 2- la réalisation du processus MAEP
- 3- la mise en œuvre des codes de déontologie dans le cadre du PDI et l'implication de la Société Civile dans la mise en œuvre des politiques publiques
- 4- l'appropriation et la dissémination des Conventions internationales (Nations Unies et Union Africaine) relatives à la lutte contre la corruption.

Il s'agira par conséquent pour le PNUD, aux côtés d'autres partenaires techniques et financiers d'apporter une assistance au Mali pour lui permettre de mieux de faire face à ces défis dans les trois prochaines années.

## II Stratégie du projet

En terme de stratégie, la société civile et les médias sont appelés à jouer un rôle important en matière de sensibilisation et de prise de conscience pour renforcer et préserver les acquis en matière de progrès de la gouvernance. Le projet doit contribuer à assurer la participation des acteurs de la société civile, des médias à la gestion des questions de gouvernance. La dissémination et la sensibilisation sur les conventions internationales, à travers leur ratification et leur diffusion, contribuent à renforcer l'arsenal de lutte contre la corruption et favoriser l'émergence et l'adoption de normes de bonnes pratiques. Dans le cadre du MAEP, les quatre enquêtes qui seront réalisées permettront faire état des lieux en matière de gouvernance démocratique et politique, de gouvernance économique, de gouvernance des entreprises et de gouvernance socio-économique. Les analyses permettront au Mali d'élaborer un plan d'action basé sur les politiques existantes, les programmes et les projets à concevoir après l'auto évaluation. La responsabilité de la mise en œuvre globale du projet sera assurée par le Commissariat au Développement Institutionnel (CDI) étant entendu que la mise en œuvre directe de la composante relative à la mise en œuvre du MAEP sera assurée par le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine (MMEIA). Le projet veillera à inscrire son action dans le contexte global du CSCR et des programmes nationaux concernés comme le PDI.

## III. Cadre de Résultats

**Effet auquel concours :** Efficacité accrue des institutions du système démocratique à remplir leurs fonctions.

**Indicateur d'effet :** Des mécanismes d'imputabilité/transparence et de contrôle mis en place.

Le projet visera à contribuer à l'amélioration de l'état de la gouvernance et de la lutte contre la corruption au Mali dans l'optique de la réalisation des Objectifs du millénaire notamment à travers l'implication de l'ensemble des forces et ressources nationales. A cet effet, il visera l'atteinte de quatre résultats spécifiques :

| Résultat/Output   | Activités  | Indicateurs  | Montants en dollars US | Organisme national de mise en œuvre |
|---|--|--|------------------------|-------------------------------------|
| <b>Résultat/Output 1-</b> Appui à l'appropriation et à la dissémination des Conventions internationales (Nations Unies et Union Africaine) de lutte contre la corruption (Réf. Annual Work Plan : 00057513) | <b>-Activité 1.1-</b> Multiplication/Dissémination/diffusion des textes des conventions<br><b>-Activité 1.2-</b> Appui au réseautage au niveau des organisations de la Société Civile notamment les Médias/Information/sensibilisation | 1.1. Lois de ratification des conventions internationales sur la corruption<br><br>1.2. Recueil de textes des conventions internationales<br><br>1.3. Atelier de dissémination | 200,000                | CDI/MFPRERI/MAECI (DAJ)             |
| <b>Résultat/Output-2-</b> Appui à la mise en œuvre du   | <b>-Activité 2.1 :</b> Renforcement des capacités de la Commission Nationale/Fonctionnement  | 2.1. Le secrétariat du MAEP fonctionnel  |                        | MMEIA                               |

|   |  |  |                  |             |
|---|--|--|------------------|-------------|
| MAEP au Mali<br>(Réf. Annual Work<br>Plan : 00057511)   | <b>-Activité 2.2</b> : Réalisation des études selon domaines thématiques MAEP/Validation/traduction/publications rapports/suivi mise en œuvre  | 2.2. Rapports d'enquêtes sur la gouvernance  | 750,000          |             |
| <b>Résultat/Output 3</b> -Appui à la mise en œuvre du PDI (notamment des codes de déontologie) et à l'implication de la Société Civile dans sa mise en œuvre et des politiques publiques en général<br>(Réf. Annual Work Plan : 00057512) | <b>-Activité 3.1</b> - Renforcement de capacités du CDI et des Ministères/Administrations ciblés et de la Société Civile – y compris des Médias<br><b>- Activité 3.2</b> - Actions de plaidoyer/information/sensibilisation travers les médias<br><b>-Activité 3.3</b> : Appui à la mise en œuvre des recommandations des structures de contrôle | 3.1. Code de déontologie adopté et diffusé<br><br>3.2. Plan de dissémination du code<br><br>3.3. Rapports de mise en œuvre des recommandations des structures de contrôle          | 400,000          | CDI/MFPRERI |
| <b>Résultat/Output 4</b> -Evaluation du projet  | <b>-Activité 4.1</b> -Suivi-évaluation du projet à mi-parcours et finale ( <b>élaboration de rapports trimestriels d'exécution physique et financière et évaluation du projet</b> )  | 4.1. Rapports trimestriels de suivi du projet<br><br>4.2. Rapports de comptes rendu des réunions du comité de suivi et de la tripartite<br><br>4.3. Rapport d'évaluation du projet | 150,000          |             |
| <b>Total</b>  |  |  | <b>1,500,000</b> |             |

## V. Cadre institutionnel du projet et mécanismes d'intervention

L'ancrage institutionnel du projet sera le Commissariat au développement Institutionnel/Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions avec comme Directeur National le Commissaire au Développement Institutionnel. Le Directeur National bénéficiera de l'appui de la Cellule de Coordination nationale du projet Mali-PNUD « Appui au PDI » basé auprès du CDI. Les termes de la mission de cette Cellule seront révisés en conséquence.

Le mécanisme d'intervention du projet d'appui est, conformément aux règles et procédures de la modalité d'exécution NEX, comprend les éléments ci-après :

- i. Elaboration de Plan d'activités budgétisés et basés sur les résultats (indicateurs)
- ii. Demande d'avance de fonds et rapports financiers et d'activités trimestriels
- iii. Suivi-évaluation trimestriels et annuels

#### iv. Rapport Annuel du Projet (APR)

Le projet bénéficiera à l'instar des autres projets NEX de l'appui du projet de Renforcement de l'Exécution Nationale (REN) et du Centre de Services (CDS).

Le pilotage et le suivi de la mise en œuvre du projet sera assuré à travers les mécanismes établis (Comité de suivi technique sous l'égide du CDI et réunion annuelle d'examen tripartite sous l'égide de la DCI/MAECI).

#### **VI. Contexte légal**

L'administration globale du projet sera régie par les procédures et règlements du PNUD contenues dans le Manuel de programmation dans le contexte politique défini par son Conseil d'Administration. Le texte complet du cadre peut-être trouvé à l'adresse <http://www.undp./execbrd>.

Le présent document de projet constitue l'instrument visé dans l'accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Programme des Nations Unies pour le développement le 9 juin 1978 et révisé le 3 juin 1980.

#### **VII. Coûts du projet d'appui et budget prévisionnel**

Le budget du projet sur contribution externe est estimé à 1,500,000 USD comme spécifié ci-dessous dans le Plan de travail annuel (« Annual Workplan »).

Le Gouvernement apportera une contribution en nature au projet.

#### **VII Partenariats**

Les principales contreparties nationales de ce projet sont le CDI/MFRERI et le MMEIA.

Outre les partenariats internes au sein du système des Nations Unies notamment à travers les contributions des réseaux de connaissances, le projet cherchera à développer des partenariats avec les autres partenaires techniques et financiers (bilatéraux, multilatéraux et ONGs) appuyant le Mali dans sa mise en œuvre des initiatives et programmes concernés afin d'aider à renforcer les synergies entre les différentes interventions.

## **Annexe**

-Annexe 1 : Annual Workplan



## Annual Work Plan

Mali - Bamako

Report Date: 16/7/2007

Award Id: 00047698

Award Title: Amélioration de la Gouvernance et de la lutte contre la

Year: 2008

| Project ID   | Expected Outputs                | Key Activities                                 | Timeframe |     | Responsible Party      | Planned Budget |       |              |                                | Amount US\$       |
|--------------|---------------------------------|--|-----------|-----|------------------------|----------------|-------|--------------|--------------------------------|-------------------|
|              |                                 |  | Start     | End |                        | Fund           | Donor | Budget Descr |                                |                   |
| 00057510     | Analyse de la situation de la   | def.Strategie & Mise en oeuvre                 |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 20,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 35,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72200        | Equipment and Furniture        | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 04000          | UNDP  | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 50,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 75100        | Facilities & Administration    | 100,000.00        |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 25,000.00         |
|              |                                 | Enquêtes & validation rappo                    |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 35,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 50,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00         |
|              |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                | <b>385,000.00</b> |
| <b>TOTAL</b> |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |                   |
| 00057511     | Appui à l'amise en oeuvre du MA | Mise en oeuvre Recomman<br>Renf.Cap.Commission |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 20,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71600        | Travel                         | 50,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 170,000.00        |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 50,000.00         |
|              |                                 | Validation,traduction,Public.                  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 20,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 5,000.00          |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 25,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 50,000.00         |
|              |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                | <b>410,000.00</b> |
| <b>TOTAL</b> |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |                   |
| 00057512     | Appui mise en oeuvre Code d'bon | Actions Medias                                 |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 5,000.00          |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 20,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 15,000.00         |
|              |                                 | Renforcement Capacités                         |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 10,000.00         |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 5,000.00          |
|              |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 35,000.00         |



## Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00047698

Report Date: 16/7/2007

Award Title: Amélioration de la Gouvernance et de la lutte contre la

Year: 2010

| Project ID         | Expected Outputs                | Key Activities   | Timeframe |     | Responsible Party      | Planned Budget |       |              |                                |            |
|--------------------|---------------------------------|--|-----------|-----|------------------------|----------------|-------|--------------|--------------------------------|------------|
|                    |                                 |  | Start     | End |                        | Fund           | Donor | Budget Descr | Amount US\$                    |            |
| 00057510           | Analyse de la situation de la   | def.Strategie & Mise en oeuvre                             |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71600        | Travel                         | 10,000.00  |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 15,000.00  |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00  |
| <b>TOTAL</b>       |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |            |
| 00057511           | Appui à l'amise en oeuvre du MA | Mise en oeuvre Recomman<br>Validation, traduction, Public. |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 5,000.00   |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00  |
| <b>TOTAL</b>       |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |            |
| 00057512           | Appui mise en oeuvre Code déon  | Actions Medias<br>Renforcement Capacités                   |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00  |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71300        | Local Consultants              | 10,000.00  |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 71400        | Contractual Services - Individ | 5,000.00   |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 72100        | Contractual Services-Companie  | 35,000.00  |
|                    |                                 |  |           |     | MLI-National Execution | 20600          | SPA   | 74500        | Miscellaneous Expenses         | 25,000.00  |
| <b>TOTAL</b>       |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |            |
| <b>GRAND TOTAL</b> |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                |            |
|                    |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                | 100,000.00 |
|                    |                                 |  |           |     |                        |                |       |              |                                | 160,000.00 |